

Cote du document:	EB 2010/99/R.48
Point de l'ordre du jour:	10 e) i)
Date:	12 avril 2010
Distribution:	Publique
Original:	Anglais

F



Ouvrer pour que les
populations rurales pauvres
se libèrent de la pauvreté

Rapport du Président

Proposition de don au titre du Programme conjoint FIDA/Fonds belge de sécurité alimentaire pour le

Programme de développement communautaire intégré dans le Nord-Ouest – Phase II

Conseil d'administration — Quatre-vingt-dix-neuvième session
Rome, 21-22 avril 2010

Pour: **Approbation**

Note aux membres du Conseil d'administration

Le présent document est soumis au Conseil d'administration pour approbation.

Afin que le temps imparti aux réunions du Conseil soit utilisé au mieux, les représentants qui auraient des questions techniques à poser au sujet du présent document sont invités à se mettre en rapport, avant la session, avec le responsable du FIDA ci-après:

Tawfiq El-Zabri

Chargé de programme de pays
téléphone: +39 06 5459 2242
courriel: t.elzabri@ifad.org

Les demandes concernant la transmission des documents de la présente session doivent être adressées à:

Deirdre McGrenra

Fonctionnaire responsable des organes directeurs
téléphone: +39 06 5459 2374
courriel: d.mcgrenra@ifad.org

Table des matières

Sigles et acronymes	ii
Recommandation pour approbation	iii
Carte de la zone du programme	iv
I. Introduction	1
II. Recommandation	2
Annexe	
Programme de développement communautaire intégré dans le Nord-Ouest – Phase II	3
Appendice	
Results-based logical framework (Cadre logique fondé sur les résultats)	1

Sigles et acronymes

FBSA	Fonds belge de sécurité alimentaire
NWICDP	Programme de développement communautaire intégré dans le Nord-Ouest – Phase II
S&E	suivi et évaluation

Recommandation pour approbation

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation relative à un don accordé au titre du Programme conjoint FIDA/Fonds belge de sécurité alimentaire pour le programme de développement communautaire intégré dans le Nord-Ouest – Phase II, telle qu'elle figure au paragraphe 8.

Carte de la zone du programme

Somalia

NWICD Programme



Source: FIDA

Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.

Zone du programme: régions de Awdal et de Woqooyi-Galbeed

Proposition de don au titre du Programme conjoint FIDA/Fonds belge de sécurité alimentaire pour le programme de développement communautaire intégré dans le Nord-Ouest – Phase II

Je sou mets le rapport et la recommandation ci-après concernant une proposition de don d'un montant de 5 658 400 USD en faveur de la production vivrière et du développement rural dans le nord-ouest de la Somalie, qui sera mis en œuvre par Transtec S.A.

I. Introduction

1. Il est recommandé dans le présent rapport que le FIDA passe contrat avec Transtec S.A. pour l'exécution du programme de développement communautaire intégré dans le Nord-Ouest – Phase II, qui est financé par le Programme conjoint FIDA/Fonds belge de sécurité alimentaire (FBSA).
2. Une description du programme est jointe en annexe au présent rapport.
3. La teneur et les objectifs du programme sont conformes aux objectifs stratégiques du FIDA, qui sont évolutifs, et aux principes et critères du Programme conjoint FIDA/FBSA.
4. L'objectif stratégique fondamental qui sous-tend le Programme conjoint FIDA/FBSA (approuvé par le Conseil d'administration à sa vingt et unième session en 1984) est le suivant: "assurer la survie des personnes menacées par la faim, la malnutrition et le sous-développement dans les régions du tiers monde où l'on enregistre les plus hauts taux de mortalité dus à ces causes. Cet objectif doit être réalisé d'urgence par des programmes incluant des stratégies alimentaires et le développement rural intégré, visant à assurer l'autosuffisance alimentaire et à pourvoir les populations concernées en moyens les rendant aptes à assurer leur propre subsistance et à promouvoir leur propre développement dans l'avenir."
5. Compte tenu de ces objectifs et de ceux du Cadre stratégique 2007-2010 du FIDA, les finalités spécifiques de l'appui du FIDA concernant le don proposé portent sur:
 - a) Les groupes cibles du Fonds et leurs stratégies en matière de sécurité alimentaire des ménages;
 - b) Les technologies, qui tirent parti des systèmes de savoirs locaux et autochtones traditionnels, tiennent compte des différences entre sexes, et renforcent et diversifient le potentiel productif des systèmes d'exploitation agricole pauvres en ressources en améliorant la productivité, agricole ou non, et en cherchant à remédier aux goulets d'étranglement de la production;
 - c) L'accès aux actifs productifs, notamment la terre et l'eau;
 - d) L'utilisation et la conservation durables et rentables des ressources naturelles.
6. Conformément aux buts et objectifs du FBSA, la proposition de don figurant dans le présent document met l'accent sur la réduction de la pauvreté et l'amélioration de l'état nutritionnel du groupe cible. Elle vise la sécurité alimentaire, insistant sur l'amélioration de l'état nutritionnel et la sécurité alimentaire des ménages, et prévoit la mise en place de services de soins de santé primaires et d'assainissement.
7. Le Gouvernement belge a remis au FIDA un décret ministériel signé qui constitue l'instrument de contribution de la Belgique au programme, pour un montant de 4 millions d'euros. Cette somme, équivalant à 5 658 400 USD, a été transférée le 27 janvier 2010 sur un compte réservé au don libellé en dollars des États-Unis.

II. Recommandation

8. Je recommande que le Conseil d'administration approuve le financement proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds accordera un don dont le montant ne dépassera pas cinq millions six cent cinquante-huit mille quatre cents dollars des États-Unis (5 658 400 USD), en vue de financer le programme de développement communautaire intégré dans le Nord-Ouest – Phase II, et qu'il passera contrat avec Transtec S.A. pour l'exécution de ce programme, selon des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

Le Président
Kanayo F. Nwanze

Programme de développement communautaire intégré dans le Nord-Ouest – Phase II

I. Rappel des faits

1. Avec un taux de malnutrition chronique parmi les plus élevés, la Somalie est l'un des pays les plus pauvres du monde. Le FIDA a mis en œuvre plusieurs projets en Somalie avant que n'éclate la guerre civile, au début des années 1990. Ce conflit a entraîné l'arrêt définitif de toutes les opérations de prêt et donc de tous les projets, à l'exception d'un don financé au titre du Programme conjoint FIDA/Fonds belge de sécurité alimentaire (FBSA) en faveur du programme au-delà des secours (Beyond Relief Programme). En 1997, ce programme a été déplacé dans le nord-ouest de la Somalie (dans la République autoproclamée du Somaliland, qui n'est pas reconnue par la communauté internationale) pour des raisons de sécurité.
2. Le programme au-delà des secours avait pour objet de répondre aux besoins des communautés rurales en améliorant la nutrition et la sécurité alimentaire. Faute de personnel de contrepartie officiel dans la zone du programme et compte tenu des carences du cadre institutionnel dans le Somaliland, l'exécution a été confiée au Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS) au titre d'un accord de services de gestion.
3. Le programme au-delà des secours était une opération d'une portée limitée, mais il a apporté la preuve de l'efficacité potentielle, dans le contexte difficile de la Somalie, d'une collaboration directe avec les communautés rurales appauvries pour trouver des solutions aux principaux obstacles à la production. Une phase complète du programme, le programme de développement communautaire intégré dans le Nord-Ouest (NWICDP), a été financée moyennant un don du FBSA d'un montant de 5,6 millions d'euros et exécutée par l'UNOPS entre avril 2001 et décembre 2008. Outre l'alimentation en eau, les services de santé, les routes de desserte et d'autres biens publics essentiels au bien-être des communautés, que les programmes publics ne pouvaient pas offrir dans le contexte du Somaliland, ce programme a mis l'accent sur des secteurs où un effet pouvait être obtenu rapidement, tels que la protection des terres et des sols et les services et intrants agricoles. Le don du FBSA a été complété par un don de 600 000 USD provenant de fonds italiens destinés à la coopération et par un don du FIDA d'un montant de 400 000 USD.
4. L'évaluation du NWICDP, réalisée à la demande du Programme conjoint, a recommandé d'entreprendre une deuxième phase afin de consolider et d'élargir les activités de gestion des bassins versants et de collecte de l'eau, de santé publique et de production agricole et animale améliorée. D'après les conclusions de l'évaluation et en fonction des réalisations importantes du programme, le Comité directeur du FIDA/FBSA a décidé de préparer une phase complémentaire qui élargirait les activités ayant un fort impact et consoliderait durablement les réalisations.
5. Le programme exposé en détail ci-après a été accepté et approuvé par le Gouvernement belge et il est maintenant soumis au Conseil d'administration du Fonds pour approbation. Les mesures proposées ont été conçues en tenant compte des conclusions de l'évaluation des réalisations de la première phase, et de l'évaluation participative des domaines prioritaires dans lesquels il faudrait apporter un appui afin d'améliorer les moyens d'existence et la nutrition des communautés rurales (évaluation entreprise avec les communautés ciblées à l'aide de la méthodologie de planification et évaluation à caractère global et participatif du Programme conjoint).

II. Raison d'être du don et pertinence pour le FIDA

6. La phase I du NWICDP et, auparavant, le programme au-delà des secours ont jeté des bases essentielles qui ont permis au FIDA de s'attaquer à la pauvreté rurale dans le contexte difficile de la Somalie. Ces deux programmes reposent sur l'approche novatrice adoptée par le FIDA dans les régions sortant d'un conflit. En l'absence d'homologues gouvernementaux reconnus et d'institutions publiques avec lesquelles le FIDA aurait pu collaborer dans la zone du programme, le programme au-delà des secours et le NWICDP ont été mis en œuvre par une unité de gestion du programme – comprenant un conseiller principal international établi dans la zone du programme et une équipe de cadres nationaux – qui a fait entièrement fond sur la collaboration directe avec les communautés ciblées pour la planification et l'exécution des programmes. Dans ce contexte, les deux programmes ont pu faire face directement aux besoins et aux problèmes du groupe cible. L'approche impulsée par les communautés et intégrée du NWICDP a permis de garantir que les activités du programme correspondaient aux besoins des communautés locales et qu'il bénéficiait du soutien tacite des autorités locales, ce qui le protégeait de toute ingérence d'ordre politique.
7. L'évaluation du NWICDP confirme que le programme a amélioré les moyens d'existence des ruraux pauvres, femmes et hommes, dans les zones du programme. Les interventions ont mis en évidence un certain nombre d'activités d'un bon rapport coût-efficacité permettant d'améliorer les moyens d'existence des communautés rurales, qui ont été reproduites en de multiples occasions ailleurs dans le pays, avec un impact important et mesurable sur le groupe cible.
8. Malgré ces réalisations, les communautés rurales de l'ensemble de la zone du programme ont besoin d'un soutien supplémentaire pour couvrir leurs besoins de base, en raison du rayon d'action limité des services publics et de l'absence d'interventions de développement rural d'envergure. La deuxième phase de quatre ans qui est proposée met l'accent sur l'amélioration de l'accès à l'eau et aux services de santé et d'assainissement, et sur l'accroissement de la productivité de l'élevage et de la production fourragère. Il s'agit là des éléments fondamentaux d'une approche intégrée visant à améliorer les résultats en matière de santé et de nutrition dans la zone du programme.

III. Le programme proposé

A. Principal créneau de développement visé par le programme

9. L'approche stratégique de la deuxième phase proposée repose sur trois piliers fondamentaux. Premièrement, en raison du degré élevé d'insécurité alimentaire en Somalie et de la pénétration limitée des interventions de développement financées par les donateurs dans les zones rurales du nord-ouest de la Somalie, le FIDA et le FBSA doivent continuer à jouer leur rôle, conformément à leur mission, à savoir réduire la pauvreté et prêter un appui pour améliorer la sécurité alimentaire et la santé en Afrique subsaharienne. Deuxièmement, les réalisations concrètes et les bons résultats du NWICDP offrent une excellente occasion au FIDA et au FBSA de prolonger les effets bénéfiques sur les ruraux pauvres et d'en produire de nouveaux. Enfin, une deuxième phase, essentielle pour consolider et pérenniser les acquis, donne également l'occasion au NWICDP de s'attacher principalement à établir des partenariats et à mettre en valeur un potentiel croissant, afin que d'autres donateurs et organismes de développement reproduisent et élargissent les interventions couronnées de succès qui ont été testées et mises au point pendant la phase I.
10. Dans ces conditions, l'esprit de la phase II consiste à reproduire les activités qui ont eu le plus d'impact et qui étaient les plus demandées, et à consolider les réalisations en assurant la pérennité des résultats et des effets. La phase II fera fond sur la phase I moyennant des mesures qui visent à accroître la production

fourragère, en cherchant à réduire la dégradation du sol en augmentant l'humidité du sol et en développant le couvert végétal. L'appui à la production animale sera essentiellement apporté au niveau local, conformément à l'approche fondée sur les communautés de la phase I; les multiples contraintes au niveau national et macro ne rentrent pas dans le cadre du NWICDP et sont traitées dans une certaine mesure par les programmes d'autres donateurs. Des activités relatives à l'eau et à la santé compléteront le soutien apporté à la production, afin de mettre en place une approche globale et intégrée qui permettra aux communautés ciblées de satisfaire leurs besoins de base en matière de subsistance.

11. Le programme est aligné en tout point sur le Programme de reconstruction et de développement mis au point par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et la Banque mondiale, à la demande du Gouvernement fédéral de transition de Somalie et de la communauté internationale.

B. Modalités et conditions

12. Le FBSA accordera un financement sous forme de don au profit des ruraux pauvres, hommes, femmes et jeunes, dans le nord-ouest de la Somalie. Le programme sera exécuté par Transtec S.A., prestataire de services sélectionné par concours, pour le compte des bénéficiaires, par l'intermédiaire d'une unité de gestion du programme (UGP) travaillant en étroite collaboration avec les communautés ciblées.
13. Avant d'attribuer le contrat à un prestataire de services du secteur privé, le FIDA a soigneusement passé en revue les conséquences de cette démarche sur le plan contractuel. L'accord commercial négocié avec Transtec prévoit des étapes bien définies, subordonne les frais de gestion de Transtec au bon déroulement de l'exécution et autorise le FIDA à mettre fin au contrat si Transtec ne donne pas satisfaction. En outre, cette société a accepté de fournir une garantie de bonne exécution d'un montant de 200 000 euros, ce qui permettrait au FIDA de récupérer toute perte éventuelle en cas de mauvais résultats ou d'incapacité à terminer le programme.
14. Transtec transmettra au Fonds des rapports de situation et des relevés des dépenses trimestriels, ainsi que des états financiers vérifiés annuels. Les frais de gestion seront réglés à Transtec deux fois par an à condition que l'état d'avancement des travaux soit satisfaisant, ce qui pourra être établi grâce aux rapports trimestriels et aux visites régulières des missions de supervision du FIDA (deux par an dans le cadre de la supervision directe).

C. Groupe cible et participation

15. La population ciblée compte 53 000 ménages, soit environ 318 000 personnes, résidant dans 158 communautés. Généralement, les ménages vivent dans des communautés regroupant deux ou trois villages voisins, et peuvent être classés comme suit:
 - les pasteurs, qui exercent principalement des activités d'élevage: les types de bétail (camélidés, bovins, ovins, caprins) varient selon la richesse, la tradition et, récemment, la demande du marché. Leurs revenus proviennent essentiellement de la vente d'animaux sur pied et de produits animaux (viande, lait, peaux, cuirs, laine, fumier, etc.);
 - les agropasteurs, qui pratiquent une combinaison de cultures (sorgho, maïs, niébé et sésame) et d'élevage, qui varie en fonction de la zone agroécologique; et
 - les paysans, qui pratiquent des cultures irriguées, cultivant des fruits et des légumes ainsi que du maïs irrigué (limité aux sols fertiles des rives des cours d'eau saisonniers qui, hors saison, sont à sec), et élèvent des troupeaux, de grande ou moyenne taille, de bovins, ovins et caprins.

16. Afin d'atteindre de manière efficace les groupes les plus pauvres et les plus vulnérables, trois différentes méthodes de ciblage intégré seront appliquées: i) le ciblage géographique des activités sectorielles (cultures fourragères et élevage); ii) la sélection des personnes ou des ménages en utilisant des classements selon le degré de richesse à l'échelle des communautés, afin de repérer les ménages très pauvres dirigés par une femme et les familles de rapatriés pauvres; et iii) l'autociblage, dans le cadre duquel une personne, un ménage ou une communauté peuvent décider de participer, selon une série de critères d'admissibilité.
17. La phase I du programme a atteint 158 communautés. La phase II étendra son champ d'action à l'intérieur de ces mêmes communautés à différents degrés, selon la portée des composantes et les résultats des évaluations rurales participatives et de la planification des mesures au niveau des communautés. Les communautés seront classées, et les interventions réalisées par étapes (en se fondant sur l'étendue de la pauvreté et sur le potentiel d'accroissement et de maintien des avantages, pour établir l'ordre de priorité du classement séquentiel), moyennant un exercice d'établissement de la portée qui évaluera: i) les résultats obtenus par les communautés pendant la phase I; ii) le potentiel de réussite et l'aptitude à maintenir les avantages du programme; et iii) la mesure dans laquelle les besoins n'ont pas été pris en considération au cours de la première phase ou par d'autres initiatives de développement dans la zone.

D. Objectifs de développement

18. La deuxième phase a pour objectif spécifique d'améliorer durablement les revenus, la nutrition et la santé dans les communautés ciblées des régions de Awdal et de Woqooyi-Galbeed. La phase II vise à consolider les modalités de planification et de mise en œuvre participatives adoptées pendant la phase I. Les conseils villageois de développement continueront de constituer l'unité institutionnelle de base pour les démarches participatives et de renforcement des capacités au niveau des communautés. Le programme tirera parti des points forts de la phase I en s'attachant davantage à renforcer la capacité des communautés rurales à gérer leur propre développement de manière stratégique et durable.
19. Étant donné que la phase II impliquera une collaboration avec les conseils villageois de développement et d'autres partenaires locaux qui sont déjà sensibilisés à l'approche impulsée par les communautés, les responsabilités seront plus solidement établies et davantage déléguées, ce qui permettra aux communautés de donner suite à leurs propositions de manière autonome – s'agissant notamment, dans les cas les plus favorables, de gérer les budgets du programme dans le cadre de leurs plans d'action communautaires. Le programme s'associera aux initiatives analogues entreprises par d'autres partenaires internationaux (par exemple, la Banque mondiale) qui encouragent les approches impulsées par les communautés dans le Somaliland.

E. Principales composantes

20. Dans le cadre de la phase II proposée, il conviendra d'être particulièrement attentif à la nécessité de s'assurer que toutes les stratégies et approches adoptées soient celles qui offrent les plus grandes possibilités d'impact durable et de réduction de la pauvreté rurale. À cet égard, la phase II tirera parti des points forts de la phase I, notamment les activités à fort impact dans les domaines de l'élevage, l'eau et la santé, en s'attachant davantage à renforcer la capacité des communautés rurales à gérer leur propre développement de manière stratégique et durable. Le programme compte quatre composantes: i) développement de la production agricole et animale; ii) accès à l'eau et à des services d'assainissement améliorés; iii) accès aux services de santé ruraux; et iv) planification, suivi et évaluation (S&E) et coordination du programme participatifs.

IV. Résultats et avantages escomptés

21. Les bénéficiaires sont les populations marginalisées très pauvres ou pauvres qui vivent dans les zones rurales des régions de Awdal et de Woqooyi-Galbeed dans le Somaliland. Les ventes accrues de bétail constitueront la principale source d'avantages financiers. Les médicaments à usage vétérinaire représentent la plus grosse dépense supplémentaire des éleveurs. La santé et les taux de mortalité du bétail s'amélioreront, et le poids en carcasse augmentera. D'après une analyse financière, avec un taux de mortalité de 10% de la progéniture et un taux d'exploitation de 75%, un ménage qui élève 20 ovins et 10 caprins verrait son revenu annuel progresser de 614 USD. La conservation des sols et l'amélioration de l'accès à l'eau apporteront d'autres avantages financiers, grâce aux cultures fourragères, telles que la luzerne, et à la production accrue de maïs, de sorgho et de cultures horticoles qui viendra s'ajouter au fourrage pour les animaux.
22. Afin de garantir des avantages maximaux en termes d'impact durable et de réduction de la pauvreté rurale, la phase II du programme visera à obtenir les résultats ci-après:
 - a) améliorer le rayon d'action des services de santé animale communautaires;
 - b) accroître la production animale, vivrière et fourragère;
 - c) améliorer la conservation de l'eau et des sols;
 - d) améliorer l'accès à l'eau des ruraux pauvres, femmes et hommes, pour de multiples usages;
 - e) développer l'utilisation des latrines en vue d'améliorer l'hygiène des ménages;
 - f) améliorer les soins aux mères et aux enfants et leurs pratiques d'alimentation;
 - g) renforcer les moyens du personnel sanitaire polyvalent en vue d'améliorer la santé et la nutrition des communautés;
 - h) améliorer l'accès aux médicaments par le biais de fonds renouvelables de médicaments gérés par les communautés; et
 - i) améliorer la capacité de planification, suivi et évaluation participatifs.

V. Modalités d'exécution

23. Pour s'assurer que les résultats de la mise en œuvre de la phase II soient les meilleurs possible, le FIDA a sélectionné le partenaire chargé de l'exécution du programme et bénéficiaire du don par voie de concours. Avec l'accord du Comité directeur du FIDA/FBSA, une procédure d'appel d'offres a été lancée en juin 2009 afin de procéder à une sélection en deux étapes fondée sur la qualité et le coût, conformément aux directives du FIDA en matière de passation des marchés, aux fins de l'obtention de l'approbation du FBSA et de la mise en œuvre du programme en 2010. Les diverses étapes de la procédure étaient les suivantes: diffusion d'un avis à l'échelle internationale invitant les concurrents à manifester leur intérêt, présélection de prestataires de services qualifiés, invitation à formuler des propositions adressées aux prestataires présélectionnés, évaluations technique et financière séquentielles distinctes des propositions, recommandation concernant l'attribution du contrat, négociation du contrat et signature.
24. À la suite de cette procédure de sélection ouverte, la société Transtec S.A., entreprise privée, a été retenue comme étant le soumissionnaire gagnant parmi un groupe d'ONG, d'institutions des Nations Unies et d'entreprises privées en concurrence pour assumer le rôle de prestataire de services. Les performances de Transtec S.A. dans le cadre de projets du type NWICDP et dans des contextes sociopolitiques analogues à celui du Somaliland sont excellentes. Elle établira une unité de gestion du programme sur place (dans la ville de Gabiley, dans la région de Woqooyi-Galbeed), avec une antenne dans la région de Awdal (dans la ville de

Borama), en faisant appel au personnel national qui a travaillé avec le programme pendant la phase I.

25. Outre la supervision de la gestion financière et des opérations courantes, l'unité mènera des activités de sensibilisation et de partage des savoirs, et veillera à établir des contacts étroits avec les organismes de développement nationaux et internationaux qui travaillent à partir d'Hargeisa et de Nairobi. Elle fera participer les communautés, les conseils locaux élus et les unités techniques locales aux processus de planification et de S&E du programme et facilitera l'établissement de plans de développement de district, tout en faisant mieux connaître les possibilités et problèmes existants en matière de développement des communautés rurales. Le renforcement durable des conseils locaux exigeant de bénéficier d'un appui à tous les niveaux, le programme organisera des ateliers de sensibilisation sur le développement rural à l'intention des principaux décideurs et facilitera les visites sur le terrain.

VI. Coûts indicatifs du programme et financement

Catégories de dépenses

26. Le don d'un montant de 5 658 400 USD couvre les frais de gestion de Transtec, qui s'élèvent à 383 000 USD, et les dépenses du programme. Les principales catégories de dépenses sont les suivantes: i) travaux de génie civil (18%); ii) véhicules, équipement et matériaux (9%); iii) capitaux d'amorçage pour les fonds renouvelables (8%); iv) formation, assistance technique et ateliers (35%); v) opérations et entretien (12%); et vi) traitements et indemnités (18%).

Principaux partenaires de financement et sommes engagées

27. Faute de structure publique viable, les dépenses renouvelables ne peuvent pas être couvertes par des fonds de contrepartie. Par conséquent, les traitements et les frais de fonctionnement relatifs à la coordination du programme sont entièrement couverts par la contribution du FBSA. Le financement du programme représente une part estimée à 91% du coût total. La part restante sera constituée par les contributions des bénéficiaires, qui financeront les investissements dans des infrastructures communautaires telles que les ouvrages de conservation des sols et de l'eau.

Résumé du budget et du plan de financement

<i>Composantes</i>	<i>Financement du FIDA/FBSA</i>		<i>Financement des bénéficiaires</i>		<i>Total comprenant les provisions pour imprévus (milliers d'USD)</i>
	<i>Montant (milliers d'USD)</i>	<i>%</i>	<i>Montant (milliers d'USD)</i>	<i>%</i>	
Développement des cultures et de l'élevage	1 996	99	27	1	2 023
Accès à l'eau et aux services d'assainissement améliorés	1 636	74	561	26	2 198
Accès aux services de santé ruraux	597	100			597
Planification, S&E et coordination du programme participatifs	1 428	100	-	-	1 428
Financement total	5 658	91	589	9	6 247

NARRATIVE SUMMARY	OBJECTIVELY VERIFIABLE INDICATORS	MEANS OF VERIFICATION	ASSUMPTIONS
Goal: Improve food security, nutrition and health of poor rural communities	<ul style="list-style-type: none"> At least 30% reduction of child wasting and stunting (BM: 9.7%, 21.1%) At least 30% decrease in incidence of water and excreta related diseases 	Mid and end of term impact assessments	<ul style="list-style-type: none"> Stable political and security situation Continued access to favourable urban and export markets
Project objective: To sustainably improve incomes, nutrition & health of targeted communities in the project area	<ul style="list-style-type: none"> At least 90% of target populations within 3 kms of safe water source (BM: 74%) At least 20% increase in average household incomes 	<ul style="list-style-type: none"> Baseline surveys Mid & final impact assessment Annual progress reports 	
Component 1: Livestock inputs & services delivered for increased livestock & animal feed production	<ul style="list-style-type: none"> At least 25% decrease in incidence of livestock diseases Average duration of forage shortage for livestock reduced to 1.5 months (BM: 3 months) 	<ul style="list-style-type: none"> Mid and end of term impact assessments 	<ul style="list-style-type: none"> No major epidemics of livestock or crop diseases and pests No prolonged drought/disease or pest outbreaks
Component 2: Water & soil conservation measures implemented	<ul style="list-style-type: none"> At least 25% increase in yields for rainfed sorghum, maize and irrigated vegetable and alfalfa production At least 30% increase in area with controlled soil erosion 	<ul style="list-style-type: none"> Mid and end of term impact assessments Annual progress reports 	<ul style="list-style-type: none"> All community development plans will include soil erosion, water harvesting and use of improved agricultural technologies/seeds
Component 3: Rural women empowered to improve their health status and that of their children; sanitation facilities provided	<ul style="list-style-type: none"> 20 % increase in households accessing first line health services (BM: 56.1%) 30% increase in HHs with and using functioning latrines % decrease in the prevalence of the major diseases (BM: diarrhoea 41%, acute respiratory infection 27.1% and malaria) 	<ul style="list-style-type: none"> Progress reports Household surveys Nutritional surveys 	<ul style="list-style-type: none"> Demonstrated hygiene, child care and nutrition activities are adopted and result in improved practices
Component 4: Programme effectively coordinated and managed towards impact	<ul style="list-style-type: none"> 100 communities and Local Councils develop strategic plans Programme plans are implemented effectively and efficiently 	<ul style="list-style-type: none"> Mid and end of term impact assessments Annual progress reports Supervision reports 	<ul style="list-style-type: none"> Availability of qualified and committed staff for recruitment VDCs and other members of community willing to effectively engage in PPM&E Security will not negatively impact on staff ability to fulfil responsibilities